

Article 43 du Règlement

Des voix: Bravo!

M. Prud'homme: Le moment est venu non seulement d'envoyer une lettre de protestations au gouvernement d'Israël pour ce qui s'est produit à notre ambassade et pour la fouille de la voiture de notre ambassadeur, mais aussi de faire revenir notre ambassadeur d'Israël pour le consulter. C'est la première chose à faire.

Deuxièmement, nous devrions laisser à M. Arcand le soin de décider s'il devrait quitter Beyrouth-Ouest pour des raisons de sécurité. Si je suis bien renseigné, il est l'un des derniers ambassadeurs du monde occidental à arborer un drapeau à Beyrouth-Ouest, et c'est le drapeau du Canada. C'est pourquoi mon collègue a eu raison de prendre la parole pour dire que nous l'admirons de faire flotter le drapeau canadien dans une ville où la situation est si tendue.

Si, à l'instar de nombreux Canadiens, nous croyons sincèrement être les amis de l'État d'Israël, la meilleure façon d'aborder cet important problème est de nous demander pourquoi la situation est si tendue là-bas et que faire au sujet des Palestiniens. C'est seulement une question de justice fondamentale, non pas de prendre parti pour un côté ou l'autre.

Que faire de ces gens qui ne sont pas reconnus mais qui sont très bruyants et qu'on appelle les Palestiniens ou l'OLP? Le temps n'est-il pas venu de reconnaître qu'ils sont une entité et de demander aux gens de faire pression sur les deux antagonistes afin qu'ils admettent réciproquement leur existence...

Des voix: Bravo!

M. Prud'homme: ... que l'OLP reconnaisse l'État d'Israël et que l'État d'Israël reconnaisse l'existence d'une ethnie appelée les Palestiniens et qui ont leur porte-parole? Je ne perdrai pas le temps de la Chambre pour dire qu'ils ont le seul porte-parole, mais ils sont certainement...

Une voix: N'étouffez pas la motion.

M. Prud'homme: Le député est très impatient. Je reprends mon fauteuil, madame le Président, car je sais que quelques-uns de mes collègues veulent dire ce qu'ils pensent de cette motion. Je cède la parole à mon collègue de l'autre parti.

Des voix: Bravo!

M. Bob Ogle (Saskatoon-Est): Madame le Président, je veux simplement dire que je suis d'accord avec ce que nous venons d'entendre et qui exprime fidèlement les sentiments des députés. Je tiens à dire que je suis en faveur de la motion. J'espère qu'elle sera adoptée.

Mme le Président: La Chambre a entendu la motion de l'honorable député. Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

LE RAPPORT DE L'INSTITUT HOWE—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Don Mazankowski (Végréville): Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Dans son dernier rapport, l'Institut C.D. Howe blâme le gouvernement fédéral et impute les problèmes économiques du Canada à une décennie de mauvaise gestion de la part du gouvernement fédéral. Il signale également que le dernier budget n'a pas réussi à redonner confiance à l'homme d'affaires et à l'investisseur. Je demande au ministre des Finances quelles nouvelles initiatives son gouvernement envisage pour remédier à ce problème fondamental et favoriser ainsi le rétablissement économique ainsi que la création d'emplois. Par ailleurs, le ministre et son gouvernement compteront-ils simplement sur le programme d'austérité ou menaceront-ils d'imposer une réglementation?

• (1415)

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, j'ai lu en majeure partie le rapport de l'Institut C.D. Howe auquel je ne souscris pas entièrement, mais je doute que le député l'ait lu. Il doit se fier à des comptes rendus publiés dans les journaux qui, je crois, faussent en partie le sens du rapport. Par conséquent, si le député veut bien citer plus longuement le rapport, je lirai moi-même quelques citations.

M. Mazankowski: Madame le Président, je citerai volontiers le passage suivant:

Le dernier exposé budgétaire est un rapport administratif exécutable sur les résultats de la politique économique dont le gouvernement fédéral doit assumer la responsabilité. Un leadership de ce genre a placé le Canada dans une situation économique très grave.

Des voix: Bravo!

M. Mazankowski: Cela ne suffit-il pas madame le Président?

ON DEMANDE QUE LE GOUVERNEMENT CESSE D'INTERVENIR DANS L'ÉCONOMIE

L'hon. Don Mazankowski (Végréville): Madame le Président, il semble que la crise économique désastreuse que nous traversons à l'heure actuelle découle en partie de l'intention du gouvernement fédéral d'intervenir encore plus dans l'économie et sur le marché.